



Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt



Déclaration de la FSU au CHSCT-M du 16 octobre 2014

Madame la Présidente,

Nous avons depuis des années travaillé au sein de cette instance pour que nos collègues travaillant en abattoir ne soient plus victimes de troubles musculo-squelettiques.

Nous venons d'apprendre que la DGAL prépare un plan dit d'optimisation qui se traduit par un durcissement des conditions de travail pour les agents affectés à l'inspection réglementaire sur chaînes, en particulier l'augmentation de leur temps de présence sur chaîne sans pause.

Nous avons obtenu lors de la négociation de la réduction du temps de travail de 2002 que nos collègues aient une présence limitée sur chaînes avec en prime une diversification des tâches. Cette diversification n'a que très rarement été appliquée et nombre de nos collègues en subissent aujourd'hui les conséquences dans leur chair. L'abattoir d'Evron serait le lieu de ses expérimentations puisque les différents responsables des services d'inspection des abattoirs de Bretagne à haute cadence y sont conviés à la visite.

Nous vous rappelons d'autre part que les Directions qui ont pourtant le pouvoir de reconnaître l'imputabilité au service des maladies de la sphère TMS sont, de plus, réticentes à le faire d'emblée. Elles s'appuient sur les experts qui dès lors que la lésion est calcifiée ne reconnaissent plus cette imputabilité.

Nos collègues touchés par ce fléau subissent donc la double peine, physique et financière car la maladie "ordinaire" est moins porteuse de droit que la maladie professionnelle. Il y a donc bien là une différence de traitement entre les différents agents du Ministère. Nous saisissons le Ministre sur le sujet.

Notre organisation syndicale a été alertée et nous comptons bien ne pas laisser nos collègues revivre "Germinal" en plein vingt et unième siècle.

Si la DGAL persiste dans son désir d'optimisation à tout prix qui consiste à casser ses propres agents, la FSU mettra tout en œuvre pour faire échouer ce plan antisocial et inhumain. Nous sommes déterminés à ne pas laisser faire .

Les représentants FSU au CHSCT-M du Ministère chargé de l'Agriculture